

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2025

Contexte et constats

Publié sur 

LAINIERE DE PICARDIE BC SAS

B.P. 89
80200 Buire-Courcelles

Références : 2025-E10138
Code AIOT : 0005102036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement LAINIERE DE PICARDIE BC SAS implanté BP 20089 80200 Buire-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAINIERE DE PICARDIE BC SAS
- BP 20089 80200 Buire-Courcelles
- Code AIOT : 0005102036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Lainière de Picardie à Buire-Courcelles est autorisé à exploiter une installation de

tissage-aprêt-teinture-finissage de matières textiles par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 29/06/2023, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	PLAN D'ACTIONS "SECHERESSE"	AP Complémentaire du 12/02/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	FICHE DE DONNEES ET SECURITE	Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
2	INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	AMENAGEMENT DES SOLS-DISPOSITIFS DE RETENTION	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU	AP Complémentaire du 12/02/2024, article 3	/	Sans objet
7	ETUDE TECHNIQUE ECONOMIQUE	AP Complémentaire du 12/02/2024, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de constats réalisés, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/07/2024.

Une non-conformité a été constatée relative aux moyens d'intervention incendie disponibles sur le site, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à Monsieur le Préfet. Un justificatif de conformité a été demandé à l'exploitant sous 2 mois concernant la fourniture du plan d'actions sécheresse. L'inspection des installations classées est en attente d'un retour de sa part. Dans l'hypothèse où le justificatif ne serait pas fourni dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : FICHE DE DONNEES ET SECURITE

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV
Thème(s) : Risques chroniques, Information sur les substances chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2024
Prescription contrôlée : cf. titre IV du règlement
Constats : Le produit n'est plus stocké sur le site. L'exploitant affecte une étiquette rédigée en français quand celle du fournisseur est dans une autre langue. Une demande auprès de l'ensemble des fournisseurs a été faite pour que l'ensemble des étiquettes soient rédigées en français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 1.25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2013 qui prévoit notamment que : « [...] <i>L'inventaire et l'état des stocks (nature, état physique, emplacements...) des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement sont constamment tenus à jour. L'ensemble des documents susvisés est tenu en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</i> »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose du logiciel SEIRICH. L'ensemble des produits chimiques est répertorié sur ce logiciel avec les FDS.</p> <p>L'inspection a procédé par échantillonnage. Lors de la visite du site, 2 produits ont été relevés afin de vérifier si les produits figuraient bien dans l'inventaire. Les deux produits sont bien inventoriés. Un état des stocks a également été présenté, il est mis à jour en temps réel par un système de scan des produits utilisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : AMENAGEMENT DES SOLS-DISPOSITIFS DE RETENTION

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 29/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 1.25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2013 qui prévoit notamment que : « [...] <i>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. <p><i>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si celle-ci est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 800 litres, si cette dernière excède 800 litres. [...]. »</i></p>

Constats :
Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que l'ensemble des produits chimiques est stocké sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 9 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2023 qui prévoit notamment que : « [...] toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le site dispose d'un bassin de confinement de 3134 m³.</p> <p>L'exploitant assure l'étanchéité de la rétention du bâtiment n°24 afin d'interdire le rejet des eaux d'extinction directement dans le cours d'eau La Cologne.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction est interdite sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies engins ; - les aires de mise en station d'échelle aérienne ; - les aires d'alimentation des engins à proximité des poteaux ou réserves incendie. <p>Les vannes automatiques suivantes des eaux d'extinction sont signalées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vanne automatique des eaux d'extinction ; - la vanne d'arrêt sur les pompes de relevage ;

- la vanne d'arrêt au niveau du séparateur hydrocarbures.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédure, compte-rendu des opérations de maintenance...). ».

Constats :

Le site dispose d'un bassin de confinement d'un volume de 3489 m³ qui a aussi fonction de bassin d'eaux pluviales. Un relevé topographique a été transmis par mail du 21/11/2025.

Le bassin est équipé d'une pompe de relevage pour évacuer les eaux en cas de trop plein. Elle est équipée d'un système de commande automatique basé sur des sondes de niveau. Le jour de la visite, cette pompe n'était pas reliée électriquement au TGBT. Par mail du 21/11/2025, l'exploitant a indiqué que le bassin a été relié électriquement et est en fonctionnement.

Le bassin est équipé d'un régulateur de vanne manuel. Celui-ci est en position ouverte par défaut pour permettre le refoulement des eaux pompées vers la Cologne.

La consigne relative au fonctionnement du bassin et à la fermeture du régulateur de vanne manuel a été transmise par mail le 21/11/2025. L'exploitant a précisé par mail du 21/11/2025 que le personnel doit être formé à la manipulation du régulateur de vanne la semaine 48.

Concernant la rétention du bâtiment n°24 afin d'interdire le rejet des eaux d'extinction directement dans le cours d'eau La Cologne, l'exploitant nous a précisé :

- par mail du 21/11/2024, qu'un matelas anti inondation pour rendre étanche le bâtiment est en place de manière pérenne (photo transmise).

- par mail du 04/11/2024, avoir planifié dès à présent des travaux permettant de connecter directement cet endroit du bâtiment à l'évacuation des eaux pluviales vers le bassin créé (eaux pluviales et confinement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'exploitant fournira les attestations de formation à la manipulation du régulateur de vanne du bassin de confinement dès la formation réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2023, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, MOYENS D'INTERVENTION

Prescription contrôlée :

[...]

Les dispositions ci-après sont désormais applicables :

L'exploitant dispose, dans un délai de 16 mois à compter de la notification du présent arrêté, de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les

moyens définis ci-après :

- Dans la zone située au Nord de la Cologne

*A l'Ouest, un point d'eau incendie (PEI) n°1 (entrée principale du site) comprenant :

- Deux citernes souples de 200 m³ et 300 m³ pour un volume total de 500 m³ ;
- Trois aires d'aspiration ;
- Cinq prises d'aspiration.

* A l'Est, un PEI n°2 (seconde entrée) comprenant :

- Une citerne souple d'un volume de 480 m³ ;
- Une aire d'aspiration ;
- Quatre prises d'aspiration.

- Dans la zone située au Sud de la Cologne

* A l'Ouest, un (PEI) n°3 comprenant :

- Une citerne souple d'un volume de 360 m³ ;
- Deux aires d'aspiration ;
- Trois prises d'aspiration.

* A l'Est, un PEI n°4 au niveau de l'étang comprenant :

- Un volume de 480 m³ prélevé dans l'étang ;
- Deux aires d'aspiration ;
- Quatre prises d'aspiration
- Une aire de retournement.

Soit Un volume total d'eau disponible de 1820 m³.

Lorsque ces points d'eau seront opérationnels, l'exploitant communique au service départemental d'incendie et de secours de la Somme (SDIS) un plan de localisation et leurs éléments caractéristiques.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur et les porte sur un registre.

Constats :

Les éléments en gras constituent des non-conformités.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que le site dispose :

- Dans la zone située au Nord de la Cologne :

*A l'Ouest, d'un point d'eau incendie (PEI) n°1 (entrée principale du site) comprenant deux citernes souples de 200 m³ et 360 m³ pour un volume total de 500 m³. **Les aires d'aspiration ne sont pas matérialisées au sol.** La citerne de 360 m³ nouvellement installée dispose de 3 prises d'aspiration. Une haie est en place devant celles-ci. La citerne de 200 m³ déjà existante dispose d'un poteau d'aspiration.

* A l'Est, d'un PEI n°2 (seconde entrée) comprenant deux citernes souples d'un volume unitaire de 240 m³, soit un volume total de 480 m³. **Les aires d'aspiration ne sont pas matérialisées au sol.** 4 prises d'aspiration sont présentes.

- Dans la zone située au Sud de la Cologne :

* A l'Ouest, d'un (PEI) n°3 comprenant une citerne souple d'un volume de 360 m³. **Les aires d'aspiration ne sont pas matérialisées au sol.** 3 prises d'aspiration sont présentes.

* A l'Est, d'un PEI n°4 au niveau de l'étang comprenant un volume de 480 m³ prélevé dans l'étang.

Les quatre prises d'aspiration ne sont pas présentes et leurs aires d'aspiration ne sont pas matérialisées. L'aire de retournement n'est pas réalisée.

De plus les PEI n'ont pas été réceptionnés par le SDIS.

Suite à la visite d'inspection du 20/10/2025, le SDIS s'est rendu sur site. L'exploitant a fait part du fait d'un manque de place pour réaliser les aires d'aspiration au niveau du PEI n°4.

A titre exceptionnel, le SDIS accepterait pour le PEI n°4 :

- Deux aires d'aspiration pour PL (2*32m²)
- Deux aires d'aspiration pour MPR (2*12m²).

Afin de modifier l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2023, l'exploitant doit déposer un porter à connaissance à la Préfecture de la Somme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : RELEVÉ DES PRÉLEVEMENT D'EAU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, RELEVÉ DES PRÉLEVEMENT D'EAU

Prescription contrôlée :

La dernière phrase de l'article 1.18.1 est modifiée comme suit:

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

Constats :

Un enregistrement du volume prélevé est réalisé de manière automatique en temps réel. Le logiciel de suivi a été présenté. Depuis le 01/01/2025 jusqu'au jour de la visite, le volume prélevé est de 112 855 m³.

La manipulation pour permettre la télédéclaration dans GIDAF, n'avait pas été réalisée. Depuis ,

cela a été fait, l'exploitant a complété les volumes du 01/10/2025 au 21/10/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à transmettre les volumes d'eau prélevé conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/02/2024, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; - tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : ETUDE TECHNICO ECONOMIQUE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, ETUDE TECHNICO ECONOMIQUE
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2022. L'étude comporte a minima les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Etat actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière. - Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées. - Etude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles. - Echancier de mise en place des actions de réduction envisagées. L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.
Constats : L'étude technico économique a été présentée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra l'étude technico-économique à l'inspection des installations classées dès réception du rapport.

N° 8 : PLAN D'ACTIONS "SECHERESSE"

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, PLAN D'ACTIONS "SECHERESSE"

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».

Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).

Ce plan d'actions détaille :

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de « alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 40 m³/j ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 80 m³/j;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« crise sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 25 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 200 m³/j.

Le déclenchement des niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de la Somme Amont au niveau de vigilance renforcée, d'alerte , d'alerte renforcée ou de crise.

Constats :

Un bon de commande relatif à l'établissement du plan d'action sécheresse a été présenté.

Au jour de la visite, le plan d'action sécheresse n'est pas réalisé.

Le bon de commande signé intégrant l'étude-technico économique et le plan d'action sécheresse a été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le plan d'action sécheresse prescrit à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/02/2024 <u>sous 2 mois</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois